

23 juillet à la Cité administrative: Une rencontre pas trop stratégique?

Ce mardi 23 juillet, la Direction est venue présenter aux agents **le projet 2013-2018 de la DgfiP**. La CGT a remis une **pétition unitaire pour l'abandon de la démarche stratégique signée par 250 agents de tout le département** et informé que bon nombre d'agents de la cité avaient fait le choix de boycotter cette réunion estimant que le projet présenté ne répond en rien aux problèmes posés dans les services.

Mieux, dans cette période surchargée de juillet (maintien des objectifs avec départs en congés annuels), cette initiative à la demande de notre directeur général est vécue comme une véritable provocation, comme l'a indiqué une agente des Sip.

Le mouvement définitif d'affectations aux CAP du 19 juillet ne répond pas au manque d'effectifs réels dans les services (pas de compensation des congés de maladie en augmentation) et suscite une grande inquiétude pour l'exercice des missions.

La délégation qui a remis les pétitions en a profité pour rappeler des questions locales:

sur la situation du restaurant: des dysfonctionnements continuent de perturber le service et n'offrent pas de bonnes conditions dans cette période de fortes chaleurs. Quelles solutions alternatives sont-elles prévues concrètement à la fermeture prévue du 16 septembre au 11 octobre? et en 2014, pour la période du 15 mai au 30 septembre?

sur la situation des agents contractuels: quand seront mis en œuvre les procédures de titularisation? Deux collègues du Centre prélèvement services ont saisi aussi l'occasion pour interroger la direction sur le non remplacement de leur chef de service au 1er septembre.

Les réponses de la direction:

Restaurant: la situation a été évoquée au dernier comité technique. Des recherches sont en cours pour apporter prochainement des réponses.

Contractuels: la loi de mars 2012 concerne effectivement à la DGFIP 140 contractuels exerçant des fonctions administratives ou informatiques et environ 300 contractuels assurant des fonctions d'entretien, de restauration et de sécurité. Les modalités de titularisation seront examinées au comité technique de réseau le 3 octobre. (voir deuxième questions -réponses sur Ulysse)

Centre Prélèvement Services: ce service est désormais rattaché à la division des particuliers et la responsable en titre est donc Mme Seguin.

Les représentants des personnels ont rappelé l'attitude unitaire des organisations syndicales à rejeter cette démarche de la direction générale: la CGT a boycotté le dernier Comité Technique national de réseau et les autres syndicats qui y participaient ont voté contre.

Comment peut on parler de dialogue social?

quand la Direction Générale évacue d'entrée la question des emplois et des salaires?
pire, en programmant sans aucune discussion,
de nouvelles suppressions d'emplois et la baisse du pouvoir d'achat?
que la prochaine réforme des retraites à la rentrée prévoit les mêmes recettes
qui ont fait la preuve de leur inefficacité:
allongement de la durée de cotisations, recul de l'âge de départ, baisse du niveau des pensions?

Pour faire entendre le mécontentement des salariés ,l'exigence d'ouverture de négociations pour nos revendications, de débattre d'autres propositions, une journée d'action et de grève est proposée au niveau national, par les syndicats

CGT , CGT-FO , FSU et Solidaires mardi 10 septembre. Les Unions départementales syndicales ont prévu un rassemblement à Toulouse Métro Compans -Caffarelli à 11h.

Messieurs Menvieille et Experts se sont relayés pour présenter la démarche stratégique.
Sur initiative des Ministres, plusieurs échanges du local au national ,d'agents et de cadres volontaires ont abouti à un document de 1600 pages. Le projet définitif de 48 pages autour **d'un plan prioritaire de 20 actions** est donc en ligne sur Ulysse, ainsi que deux questions -réponses.

les idées principales:

toutes les missions sont conservées et renforcées sans aucune fermeture de services et ce projet promotionne une administration fiscale reconnue.

Une série de mesures est proposée en exemple, pour traiter la problématique de l'accueil des particuliers (circulaire du 16 juillet), pour intensifier la lutte contre la fraude. Le tableau de bord de veille sociale va permettre un meilleur affichage de l'amélioration des conditions de vie au travail . Le pôle de publicité foncière sera mis en place par regroupement des compétences et synergie entre les métiers.

Le Tout-numérique constitue le point fort pour adapter notre administration à la société actuelle: l'évolution de nos méthodes de travail au travers de mesures de simplification vont répondre aux besoins des usagers. Par exemple, en favorisant le paiement par carte bancaire. La mission numérique s'attachera aux conditions de travail de l'agent sur son poste informatique. La formation professionnelle sera le moteur essentiel de cette mise en oeuvre propre à créer une culture commune.

la méthode

une structure nationale dédiée à la communication est chargée d'effectuer le suivi, l'impulsion de la démarche en lien avec des relais locaux.

L'expérimentation (en cours à la cité administrative) de la vente des timbres fiscaux aux particuliers par les caisses des grands centres des Finances publiques devrait être généralisé au niveau national. Le DRFiP déterminera prochainement les orientations locales.

Le comité de pilotage se réunira en octobre. Un groupe de travail en réseau sera alimenté des réflexions à la fois locales et nationales.

le calendrier:

Les réunions de cet été constituent une opération de sensibilisation et se déroulent en juillet sur les plus gros centres des Finances publiques de la DRFiP:

Saint Gaudens, Muret, Colomiers (hier), CHU, Balma, Rangueil et la place Occitane.

Un diaporama permettra aux cadres A et employés supérieurs d'entrer plus dans le détail le jeudi 5 septembre et une vingtaine de réunions sur sites sont programmées dans la deuxième quinzaine de septembre.